

DELEGATION TERRITORIALE DE LA HAUTE-MARNE

Service : Santé Environnement

Affaire suivie par :
Loïc Le Hingrat

Courriel :
loic.lehingrat@ars.sante.fr

Tél. : 03.25.35.07.21

Le Délégué Territorial de la Haute-Marne

A

DDT 52
8 rue Tassel
BP 194
52206 LANGRES CEDEX

Chaumont, le **10 SEP. 2021**

Vos réf : PC 052 384 21 50001

OBJET : Création d'un bâtiment industriel
ZAC LANGRES Sud – 52160 PERROGNEY-LES-FONTAINES

En réponse à votre courrier visé en référence, j'émet un avis favorable au projet sous réserve de la prise en compte des prescriptions suivantes :

Protection de la ressource en eau

Pour rappel, l'aire d'implantation de ce bâtiment est située à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée du captage de la source fontaine badin (sise NOIDANT-LE-ROCHEUX) destiné à la consommation humaine, et protégé par l'arrêté préfectoral n° 1740 du 13/04/2012. Ainsi, les prescriptions mentionnées dans l'étude hydrogéologique réalisée le 06/09/2018 par M. FRADET dans le cadre du projet de construction par la SAS VINGEANNE Transports & Logistique d'un cross-docking, de bureaux et d'un atelier de maintenance s'applique également à ce projet :

Reconnaissance géotechnique :

Les forages de reconnaissances géotechniques sont à considérer comme activités susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

Les travaux restent cependant possibles sous réserve que toutes précautions soient prises pour ne pas porter atteinte à la qualité des eaux souterraines et que ne soient pas modifiés les mécanismes d'écoulements souterrains :

- Les sondages (de 10 à 25m maximum) seront réalisés à l'air (ou à l'eau claire) ; remontée des cuttings par soufflage
- La lubrification des tubages provisoires et des tiges de forage sera réalisée à la base de graisse végétale
- Une bâche de protection (qui devra être étanche) sera installée sous la machine et le camion (avec ressaut périphérique et au droit du forage pour constituer une rétention en cas de fuites hydrauliques et/ou de carburants).

Les résultats de chaque forage feront l'objet d'une coupe précise avec indication des zones perméables et imperméables. Ces résultats seront à transmettre à l'ARS. Il sera indispensable de repérer très précisément les zones fissurées et/ou les vides. En cas de détection de vides décimétriques, il conviendra de déplacer l'ouvrage ou de démontrer par traçage l'absence de liaison entre le site et le captage d'eau potable.

Le rebouchage des forages se fera comme suit :

- Niveau imperméable : argiles
- Niveau perméable : sables grossiers
- Vide : sables fins à surmonter 10cm plus haut par coulis ciment-bentonite de 0,50m d'épaisseur.

Ouverture d'excavations

La création d'excavations (pour la mise en place des fondations ainsi que les travaux d'enfouissement de lignes) doit être considérée comme une activité susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ; surtout dans le cas où la couverture imperméable serait altérée voire détruite.

- Tranchées : Pour le remblayage des tranchées, celui-ci se fera exclusivement avec les terrains meubles décaissés. En cas d'apports de matériaux extérieurs ceux-ci devront être impérativement issus d'une carrière déclarée aux ICPE ou d'un fournisseur reconnu s'il s'agit d'argiles spéciales. Il devra être donné une préférence à l'utilisation d'une trancheuse par rapport à une pelle mécanique, chaque fois que cela sera possible.
- Fondations : Des photographies des parois et du fond des excavations seront à prendre avant tout coulage du béton pour les fondations pour valider l'absence de vides marqués. Ces photos seront à transmettre à la Préfecture et à l'ARS DT52 en cas de doute. Dans tous les cas, ces photos, lors ou en fin de travaux, seront à tenir à disposition de l'ARS DT52. En cas de présence de vides ou fissures ouvertes > 20cm, il conviendra systématiquement avant coulage de la fondation, de faire réaliser une coloration. Si la coloration montre une liaison ténue, la création du projet pourra se faire sous réserve d'un calcul montrant l'absence d'impact sur la qualité des eaux captées en cas de déversement d'hydrocarbures. Les résultats de la coloration seraient à transmettre à la préfecture pour vérification.

Construction ou modification des voies de communication ainsi que leur utilisation

La création ou le renforcement des chemins et des plates-formes doit être considéré comme une activité susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau. Pour les Voies et Réseaux Divers, seuls des matériaux inertes issus du site ou de carrières autorisées aux ICPE pourront être utilisés.

Autres réglementations liées à la protection des eaux souterraines.

Un réseau d'alerte et de secours se devra d'être mis en place en concertation avec les autorités compétentes. Le pétitionnaire veillera personnellement, lors de la phase travaux, à ce que les engins utilisés soient en parfait état d'entretien et que des kits antipollution soient présent dans ceux-ci. Durant toute la durée du chantier, l'entretien même minime des engins se fera en dehors de protection des captages AEP et sur des aires spécifiques étanches.

La mise en place d'une mire limnimétrique au droit du bassin de rétention est impérative pour vérifier l'absence de fuite vers la profondeur. Des essais de pression sur les canalisations où transiteront des fluides potentiellement polluants seront à effectuer tous les 10 ans. Il conviendra d'être également particulièrement attentif à l'intégrité des divers systèmes de rétentions.

Le dépôt d'ordures ménagères, immondices, détritiques et produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.

C'est durant la période de travaux que la production de déchets sera la plus importante. Un tri sera réalisé par les entreprises présentes sur le chantier afin de traiter les déchets selon la législation en vigueur. Durant la phase d'exploitation du méthaniseur, les diverses opérations de maintenance réalisées pourront produire une faible quantité de déchets. Ceux-ci seront expédiés vers des filières de traitement spécifiques puisqu'il s'agira la plupart du temps de déchets spéciaux.

Ventilation des locaux

La section 2 : Ventilation des locaux du titre III relatif aux dispositions applicables aux bâtiments autres que ceux à usage d'habitation et assimilés, du Règlement Sanitaire Départementale (RSD) devra être respectés en tout point.

Le délégué territorial
de la Haute-Normandie
ARS GRAND EST
Damien REAL

De : DESTIPS, Anne-Marie (ARS-GRANDEST) <Anne-Marie.DESTIPS@ars.sante.fr>

Envoyé : jeudi 17 mars 2022 17:08

À : Martin LEGROS <ml@betc.pro>

Cc : ARS-GRANDEST-DT52-SE <ARS-GRANDEST-DT52-SE@ars.sante.fr>; PAQUIER, Loïc (ARS-GRANDEST) <loic.paquier@ars.sante.fr>

Objet : RE: Avis hydrogéologue

Bonjour M. LEGROS,

Je vous confirme que, comme cela a été confirmé lors de la réunion qui s'est tenue en sous-préfecture de LANGRES le 18 janvier dernier, l'avis de l'hydrogéologue agréé daté de 2018 est toujours d'actualité pour votre nouveau projet.

Aussi, il n'est pas nécessaire de demander un nouvel avis, mais les prescriptions de l'avis de 2018 seront à respecter impérativement.

Restant à votre disposition,
Cordialement,

Anne-Marie DESTIPS

Adjointe au Chef de Service
Délégation Territoriale Haute-Marne
Service Santé-Environnement

Tél : 03.25.35.07.19 / 06.65.72.48.53
grand-est.ars.sante.fr

 @ARSGrandEst  @ars_grand_est  Agence Régionale de Santé Grand Est



De : ARS-GRANDEST-DT52-SE

Envoyé : jeudi 17 mars 2022 11:29

À : DESTIPS, Anne-Marie (ARS-GRANDEST) <Anne-Marie.DESTIPS@ars.sante.fr>; MICHEL, Cynthia (ARS-GRANDEST) <cynthia.michel@ars.sante.fr>

Objet : TR: Avis hydrogéologue

Marie-Pierre STIVALET

12 SEP. 2018

COURRIER ARRIVEE

Délégation Territoriale de la Haute-Marne

Service émetteur :
Santé Environnement

Affaire suivie par :
Marion CASTANIER

Courriel :
marion.castanier@ars.sante.fr
Tél : 03 25 35 07 24

Le Délégué Territorial de la Haute-Marne

A

**DDT 52
8 rue Tassel
BP 194
52206 LANGRES CEDEX**

à l'attention de Marie-Blanche BAVOILLOT

Chaumont, le

- 7 SEP. 2018

Vos réf : PC 052 384 18 S0004

**Objet : Construction d'un cross-docking et bureaux et atelier de maintenance de véhicules de l'entreprise
– SARL TRANSPORTS VINGEANNE**

Pj : Avis de l'hydrogéologue agréé du 6 septembre 2018

En réponse à votre courrier visé en référence et après réception de l'avis favorable de l'hydrogéologue agréé, Monsieur Patrick Fradet, sur ce dossier, j'ai l'honneur de vous faire savoir que j'émetts un avis favorable sous réserve du respect des prescriptions émises dans le rapport de ce dernier (cf pièce jointe).

**Le délégué territorial
de la Haute-Marne
ARS GRAND EST
Damien REAL**

2000-2001

2000-2001

2000-2001

2000-2001

Patrick FRADET

**Hydrogéologue Agréé
en matière d'eau et d'hygiène publique
pour le département de la Haute-Marne**

2 ruelle du Pré Pêcheur 52220 MONTIER EN DER

**Tél. 09 61 65 44 10
fradet-hyag@orange.fr**

**Département de la Haute-Marne
Communes de Perrogney les Fontaines**

SARL VINGEANNE Transports & Logistique



**Avis d'hydrogéologue agréé
concernant le PC N° 052 384 18 S 0004
sis au sein du périmètre de protection rapprochée
du captage AEP de Noidant le Rocheux**



**Avis N° 18-52-CONST-03
En date du 06/09/2018**

I – Préambule

Dans le cadre du projet de construction par la SAS VINGEANNE Transports & Logistique d'un cross-docking, de bureaux et d'un atelier de maintenance de véhicules sur la ZAC (Zone d'Aménagement Concertée) de Langres Sud (commune de Perrogney les Fontaines), un avis d'hydrogéologue agréé a été demandé par la Préfecture de la Haute-Marne ; le site d'implantation s'inscrivant au sein du périmètre de protection rapprochée (PPR) du captage d'alimentation en eau potable de Noidant le Rocheux (périmètres et réglementations édictés par DUP en date du 13 Avril 2012).

Mon avis porte :

- sur la possibilité d'implantation de ce projet ;
- sur la possibilité de rejet des eaux traitées ;
- sur les précautions à prendre pour ne pas interférer sur le captage lors de la phase travaux et lors de la phase d'exploitation.

Le présent avis se base sur :

- ↳ Une visite commentée du site.
- ↳ Un examen in situ du contexte du site et de son environnement.
- ↳ Un examen de la carte IGN, de la carte géologique, du site Infoterre (BRGM), du site Basias, etc.
- ↳ Une reprise de données personnelles sur le secteur compris entre le projet et le captage AEP de Noidant le Rocheux.

II – Nature des travaux

L'aménagement du site est déjà en cours de réalisation sur les parcelles ZD 83, 85, 87 et 89 de la ZAC Langres Sud sise sur la commune de Perrogney les fontaines..

| *Le plan figurant en annexe 1 permet de visualiser le projet.*

En fonction des aménagements prévus, on constate qu'il y aura ou qu'il y a eu :

- Creusement d'excavations destinées à recevoir les massifs de fondation (semelles filantes et/ou radiers) en béton ferrailé.
- Creusement de fosses pour la mise en place de cuves enterrées (citerne gaz – citerne EP).
- Creusement pour la création de bassins (rétention – incendie)
- Creusement de tranchées de 0.80 m de profondeur en moyenne.
- Terrassement et VRD avec creusement possible sur 0.50 m en moyenne.
- Défrichage dans la pointe NNO du site

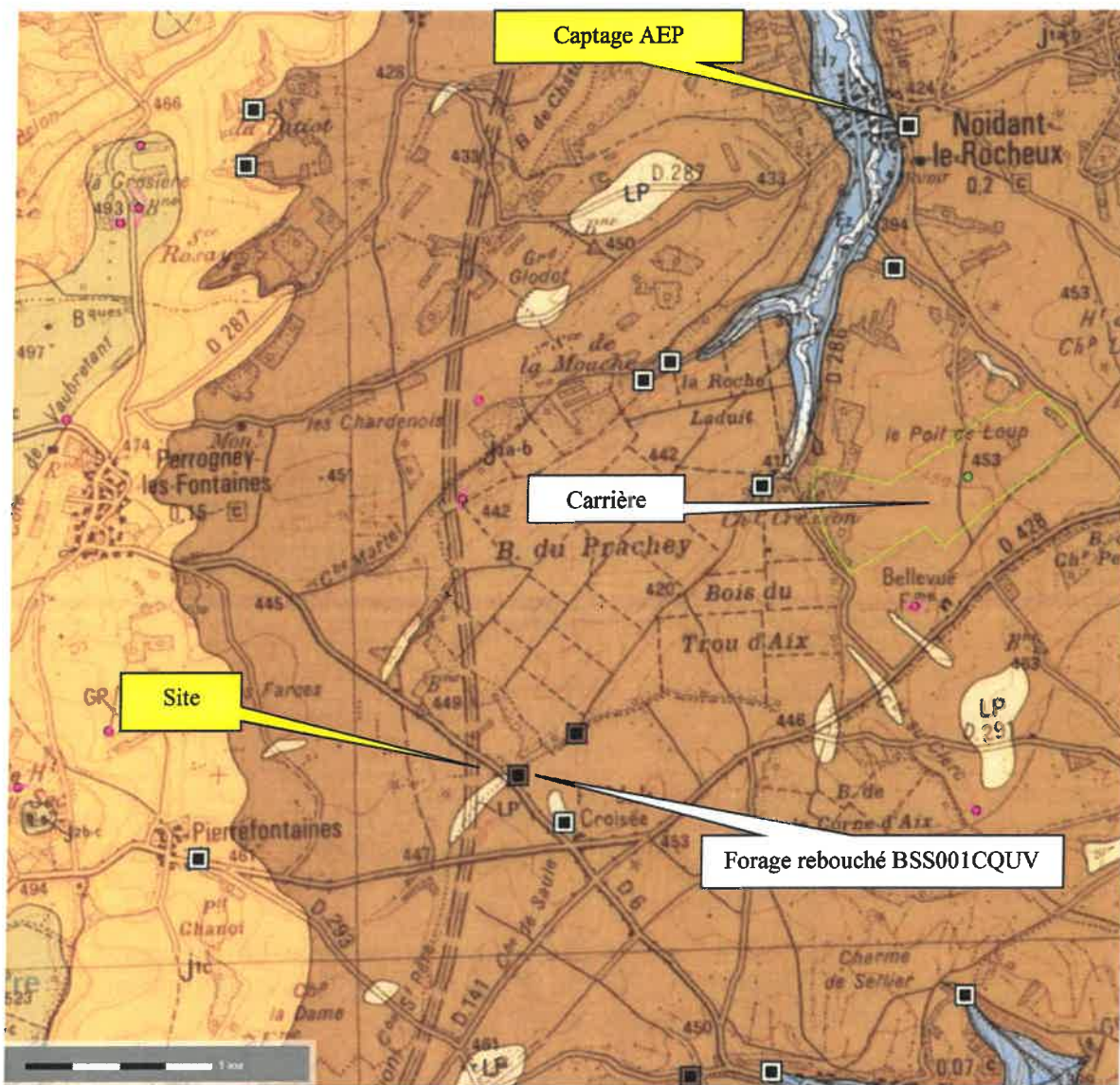
Les risques lors de la phase travaux sont ou seront donc liés :

- à des risques de pollutions accidentelles : hydrocarbures, fluides hydrauliques, huiles, usure des pneumatiques, liants béton, incendies, etc. ;
- à des risques de blocage et/ou de déviation de circulation des eaux souterraines (injection de béton au sein de fissures alimentées ou de conduits karstiques s'il en existe).

En phase d'exploitation, les risques resteront liés à la circulation des camions et véhicules divers, à de possibles incendies et à des pollutions par infiltration en cas de dysfonctionnement des réseaux, dallages et VRD.

III – Contextes géologique et hydrogéologique

Sur l'extrait de la carte géologique de Langres (BRGM feuille n° 407) ci-dessous, on constate que le site repose sur les calcaires du Bajocien inférieur et moyen (Calcaires à polypiers supérieurs – Calcaires spathiques et calcaires orangés : j1 a-b).

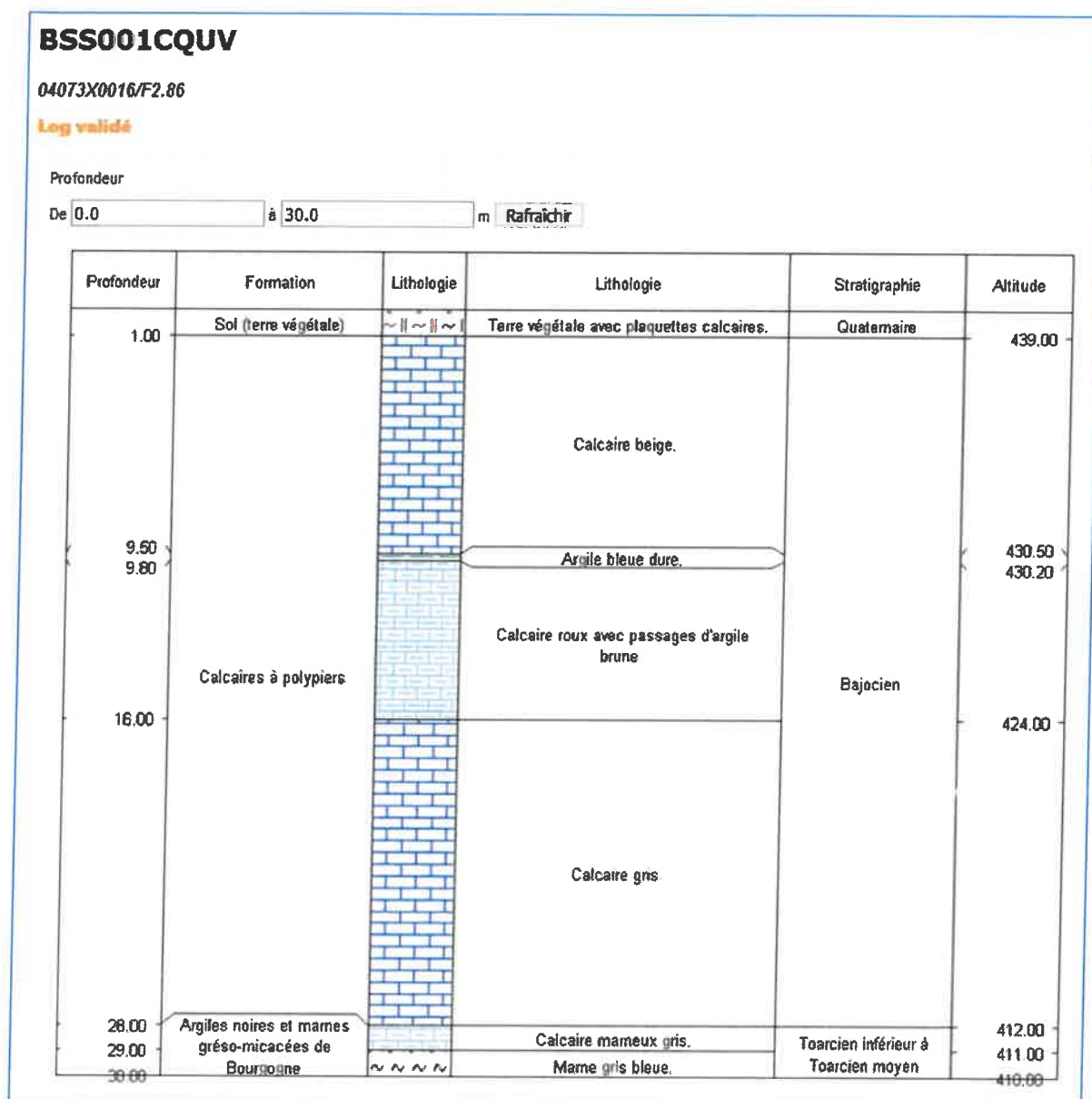


Carte : Doc. Infoterre

Cette puissante masse calcaire (environ 27 m au droit du site), exploitée localement pour l'extraction de roches massives au droit d'une carrière de grande ampleur sise elle aussi au sein du PPR, repose sur les Schistes carton du Toarcien (I7).

La lithologie au droit du site, examinée le 27 Novembre 1987 via un forage de 30 m de profondeur (ouvrage BSS001CQUV rebouché depuis) montre la présence de plusieurs masses calcaires (perméables) avec des inter-lits argileux (imperméables) qui reposent sur les marnes et argiles du Toarcien.

Coupe du forage sis près du site.



Pour mémoire, ce forage et un autre forage situé plus au NE (BSS001CQUW) se sont avérés improductifs (puits sec).

Pourtant, au contact entre les calcaires du Bajocien et les niveaux du Toarcien, sourdent de nombreuses sources pérennes (à gros débit) dont celle captée pour l'AEP de Noidant le Rocheux.

Cet aspect contradictoire est typique des zones karstiques du sud de la Haute Marne.

Les eaux émergeant à ces sources peuvent donc avoir une origine plus lointaine que celle s'infiltrant dans l'impluvium (bassin versant géographique).

La zone du projet s'inscrit dans le périmètre de protection rapprochée du captage AEP de Noidant le Rocheux protégé par DUP en date du 13 Avril 2012.

BSS001CQUN

04073X0009/SAEP

Localisation

Identifiant national de l'ouvrage

BSS001CQUN

Ancien code

04073X0009/SAEP

Département

HAUTE-MARNE (52) - SGR/CHA

Commune

NOIDANT-LE-ROCHEUX (52355)

Nom local

Non renseigné

Numéro de carte

0407

Huitième

3X

Région naturelle

LORRAINE

Bassin versant

Non renseigné

Adresse ou Lieu-dit

VILLAGE FONTAINE BADIN

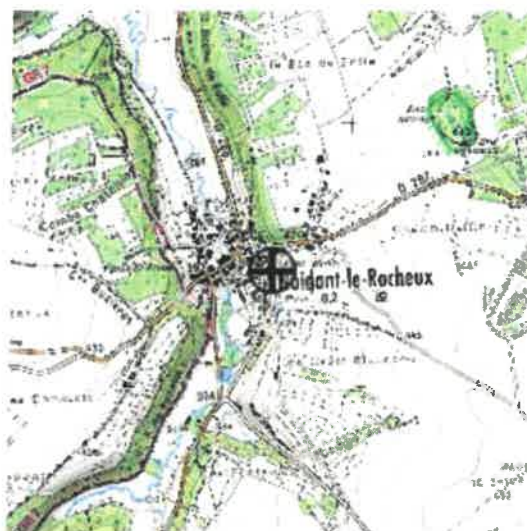
Coordonnées

Système	X (m)	Y (m)
Lambert 2 étendu	818610	2318490
Lambert 2 - Centre	818610	318490
Lambert-93	868836	6750065

Système	Latitude	Longitude
WGS84	47.82927483 47° 49' 45" N	5.25687005 5° 15' 24" E

Altitude

424 m - Précision EPD



Dans le cadre du projet, il convient donc d'estimer les possibilités d'interactions sur le captage en fonction :

- du pendage des couches ;
- de la présence de failles drainantes ;
- de la présence de phénomènes karstiques.

Structuralement, le pendage des couches se fait en direction du NO selon quelques degrés.

En théorie, après infiltration des précipitations au sein des calcaires plus ou moins fissurés et/ou karstifiés, les eaux, dès blocage par des couches plus indurées et/ou moins perméables et/ou via des chenaux karstiques (développés préférentiellement selon des axes faillés), migreront vers le NO ; donc pas en direction du captage de Noidant le Rocheux.

Le caractère faillé et karstique du secteur d'études a été confirmé par plusieurs colorations géochimiques.



Sur la carte figurant en page suivante, on constate en effet que l'ensemble des colorations se fait globalement vers le NO à NNO ; le site et le secteur de la carrière ne pouvant de toute évidence interférer sur le captage AEP de Noidant le Rocheux (source Badin).

Plan extrait du dossier Sciences Environnement / Département de la Haute Marne / Protection du captage de la source Badin / Dossier de consultation de l'Hydrogéologue agréé / Juin 2018.

Ces résultats obtenus après la définition des périmètres de protection réalisée le 19 Octobre 2000 et après DUP du 13 Avril 2012, remettent totalement en cause la délimitation de ce PPR dont la révision est en cours.

Pour mémoire, la ZAC s'est développée entre ces deux dates avec mise en place d'installations qui sont totalement à proscrire au sein des PPR : station-service, stockages de tubages bitumeux, parkings de grande ampleur, infiltration d'eaux pluviales de chaussées, station d'assainissement, camping, etc. L'autorisation d'exploitation d'une carrière au sein du PPR était également un non sens.



Rappel : la DUP restant toujours de mise en l'attente d'une nouvelle DUP modificative, la réglementation figurant dans la DUP se doit d'être appliquée.

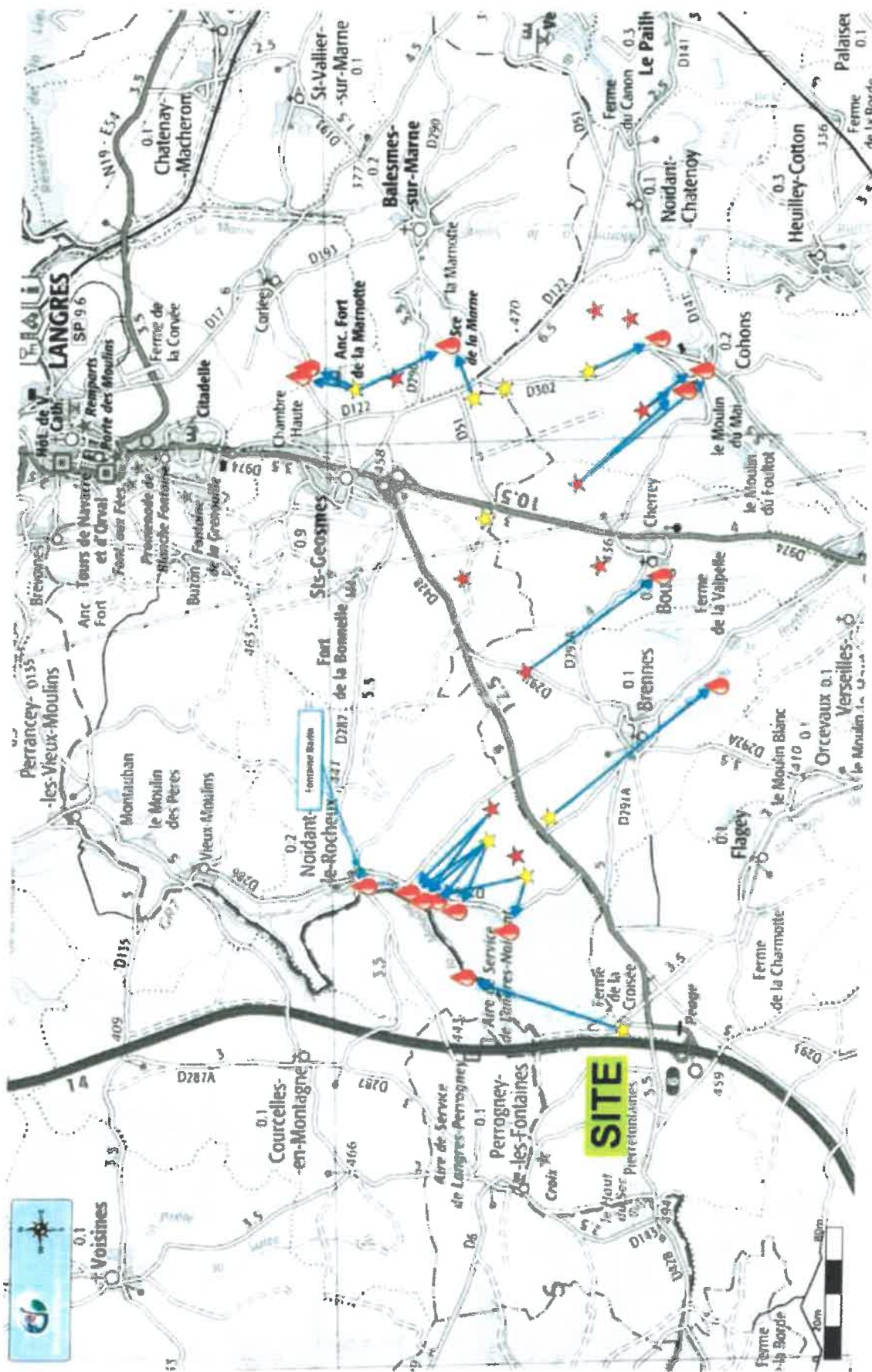


Figure 7 : Plan des circulations souterraines reconnues sur le secteur

IV – Conditions permettant l'implantation et la mise en service des installations au sein du périmètre de protection rapprochée.

Réglementations édictées par DUP n° 1740 en date du 13 Avril 2012.

Rappel : toutes activités ou travaux susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines sens large sont strictement interdits dans et hors périmètres de protection.

ARTICLE 10-2 PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE ET ELOIGNEE

A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée sont interdites ou réglementées les activités susceptibles de porter préjudice à la qualité de l'eau et notamment celles figurant sur le tableau des prescriptions annexé au présent arrêté.

L'examen des prescriptions (confer en page suivante) montre que le projet est soumis à avis d'hydrogéologue agréé pour :

- ✓ Activité 1 : le forage de puits : applicable aux forages et essais géotechniques.
- ✓ Activité 4 : ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert) : applicable pour les fondations, le creusement des bassins et fosses).
- ✓ Activité 5 : remblaiement des excavations ou des carrières existantes : applicable aux VRD et terrassements.
- ✓ Activité 7 : installation de canalisations ou de réservoirs d'hydrocarbures liquides ou gazeux : applicable à la cuve d'hydrocarbures gasoil et AD blue et à la cuve de gaz.
- ✓ Activité 12 : installation de constructions, de constructions superficielles ou souterraines classées pour la protection de l'environnement : applicable au projet du PC / Obligatoirement soumis à avis d'hydrogéologue agréé.

Reconnaissance géotechnique (en grande partie déjà réalisée).

Les forages de reconnaissances géotechniques sont à considérer comme activités susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

DEPARTEMENT : Haute - Marne

DESIGNATION DU POINT D'EAU : Captage : AEP
«Captage de la Fontaine Badin»

COMMUNE : Noidan-Jo-Rocheux

PERIMETRES DE PROTECTION

Références et tableau des prescriptions

En application de l'article 7 de la loi n°64 - 1245 du 16/12/1964, du décret n°67 - 1093 du 15/12/1967 et de la circulaire d'application du 16/12/1968.

1. A l'intérieur du périmètre de protection immédiate : sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau
2. A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée : sont interdites, réglementées ou autorisées, conformément au tableau, les activités suivantes :

TYPE D'ACTIVITES :	PERIMETRE DE PROTECTION	
	RAPPROCHEE INTERDIT	RECULEE RECELEMENTE
1. Le forage de puits		X
2. Le captage des sources		X
3. L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières		X
4. L'ouverture d'excavations, autres que carrières (à ciel ouvert)		X
5. Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes		X
6. Le dépôt d'ordures ménagères, d'immondices, de déchets, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X	
7. L'installation de canalisations ou de réservoirs d'hydrocarbures liquides ou gazeux		X
8. L'implantation de canalisations ou de dépôts de produits chimiques polluants		(1)
9. Les installations de canalisations d'eaux usées domestiques		X
10. L'installation de dépôts d'eaux usées domestiques	X	
11. L'installation de constructions superficielles ou souterraines non classées établissements insalubres ou incommodes		X
12. L'installation de constructions de constructions superficielles ou souterraines classées pour la protection de l'environnement		(1)
13. Le rejet d'eaux usées domestiques	X	
14. Le rejet d'eaux industrielles	X	
15. L'épandage d'eaux usées domestiques ou industrielles	X	
16. L'épandage de fumier et engrais organiques et chimiques nécessaires aux cultures		X
17. L'épandage de lisiers		X
18. L'épandage de produits chimiques toxiques destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X
19. Le piége des nuisances		X
20. Les activités de loisirs		X
21. Toute activité non explicitement citée ci-dessus mais susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques, dont l'interdiction départementale 25		

(1) Toute demande de construction classée ICPE sera obligatoirement soumise à l'avis d'un hydrogéologue agréé

La Commune veille à l'application des prescriptions. En outre, peuvent être interdits ou réglementés et doivent, de ce fait, être déclarés à la Direction Départementale de l'Agriculture, toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

NB : Cet inventaire des activités interdites et réglementées sera annexé au rapport d'audit

DATE : 13/10/2010

Jacques Schmetzer, hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique, pour le département de la Haute-Marne.

J. Schmetzer

Vu pour être annexé à mon

arrêté n° 1740 en date

Je ce jour

CHAUMONT, le 13 AVR 2012

Le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Chic

Alexander GRIMALDI



Les travaux restent cependant possibles sous réserve que toutes précautions soient prises pour ne pas porter atteinte à la qualité des eaux souterraines et que ne soient pas modifiés les mécanismes d'écoulements souterrains (bouchage de conduits ou de fissures alimentées par exemple).

1. Les sondages (de 15 à 25 m au maximum) seront réalisés à l'air (ou à l'eau claire) ; remontée des cuttings par soufflage (1).
2. La lubrification des tubages provisoires et des tiges de forage sera réalisée à base de graisse végétale (2).
3. Une bâche de protection (qui devra être étanche) sera installée sous la machine et le camion (avec ressaut périphérique et au droit du forage pour constituer une rétention en cas de fuites de fluides hydrauliques et/ou de carburants) (3).

Les points 1, 2 et 3 sont parfaitement adaptés à la protection des eaux souterraines.

Au terme de l'essai, chaque forage aura fait l'objet d'une coupe précise avec indication des zones perméables et imperméables.

Les résultats de ces forages seront à transmettre à l'ARS dès obtention.

Il sera également indispensable de repérer très précisément les zones fissurées et/ou les vides.



En cas de détection de vides décimétriques (ne mettant pas en cause la stabilité des ouvrages), il conviendra de déplacer l'ouvrage ou de démontrer par traçage (en période de hautes eaux) l'absence de liaison entre le site et le captage AEP.

Si la coloration montre une liaison ténue, le projet pourra se faire sous réserve d'un calcul montrant l'absence d'impact sur la qualité des eaux captées en cas de déversement d'hydrocarbures (HPA).

Les solutions proposées par un bureau d'études qualifié en hydrogéologie seront soumises à avis d'hydrogéologue agréé.

Le rebouchage des forages se fera comme suit :

- Niveau imperméable : argiles
- Niveau perméable : sables grossiers
- Vide : sables fins à surmonter 10 cm plus haut par coulis ciment-bentonite de 0.50 m d'épaisseur. Ces sables pouvant être chassés ultérieurement dans les fissures.

Les échantillons de roche recueillis lors des forages seront conservés pour examen de contrôle éventuel (échantillons tous les mètres et à chaque changement de lithologie).

Ouverture d'excavations (en très grande partie déjà réalisée).

La création d'excavations (pour la mise en place des fondations ainsi que les travaux d'enfouissement de lignes) doit être considérée comme une activité susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ; surtout dans le cas où la couverture imperméable serait altérée voire détruite.

Tranchées /

Pour le remblayage des tranchées, celui-ci se fera exclusivement avec les terrains meubles décaissés.

En cas d'apports de matériaux extérieurs, ceux-ci devront être impérativement issus d'une carrière déclarée aux ICPE ou d'un fournisseur reconnu s'il s'agit d'argiles spéciales.

Il devra être donné une préférence à l'utilisation d'une trancheuse par rapport à une pelle mécanique, chaque fois que cela sera possible.

Fondations /

Rien ne semble s'opposer à la construction des fondations et à la création des excavations provisoires sous réserve que lors de la création des fouilles, il soit vérifié qu'il n'existe pas de fissures ou fractures ouvertes de taille conséquente (> 10 cm).

Les fondations reposeront ou s'ancreront sans doute au sein des calcaires (fondations superficielles).

Les études géotechniques se devront d'être particulièrement poussées.

Des photographies des parois et du fond des excavations seront à prendre avant tout coulage du béton pour les fondations pour valider l'absence de vides marqués (fissures ouvertes – failles ouvertes : > 20 cm). Ces photos seront à transmettre à la Préfecture et à l'ARS 52 en cas de doute pour vérification. Dans tous les cas, ces photos, lors ou en fin de travaux, seront à tenir à disposition de l'ARS 52.

En cas de présence de vides ou fissures ouvertes > 20 cm, il conviendra systématiquement, avant coulage de la fondation, de faire réaliser une coloration : injection au sein de l'excavation – mesures au droit des captages bordant le projet sur une période de 50 j et ce, hors période d'étiage et basses eaux.

Si la coloration montre une liaison ténue, la création du projet pourra se faire sous réserve d'un calcul montrant l'absence d'impact sur la qualité des eaux captées en cas de déversement d'hydrocarbures (HPA).

Là aussi, les résultats seront à transmettre à la Préfecture pour vérification. Si aucune anomalie n'est notée, le coulage pourra être effectué normalement. Dans le cas contraire, le positionnement du ou des ouvrages sera à modifier et/ou une solution de protection du conduit sera à élaborer (si avis favorable de l'hydrogéologue agréé) avant coulage.



Dans le cadre de la construction, l'utilisation d'explosifs pour la réalisation des fouilles est interdite.

Lors de la création de l'excavation destinée à recevoir la fondation, il conviendra de faire un tri entre les niveaux sommitaux (limon de surface) et les autres matériaux.

Construction ou modification des voies de communication ainsi que leur utilisation.

La création ou le renforcement des chemins et des plates-formes doit être considérée comme une activité susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

Pour les VRD, seuls des matériaux inertes issus du site ou de carrières autorisées aux ICPE pourront être utilisés.

Autres réglementations liées à la protection des eaux souterraines.

Un réseau d'alerte et de secours se devra d'être mis en place en concertation avec les autorités compétentes.

Le pétitionnaire veillera personnellement, lors de la phase travaux, à ce que les engins utilisés soient en parfait état d'entretien et que des kits antipollutions soient présents dans ceux-ci.

Durant toute la durée du chantier, l'entretien même minime des engins se fera bien sûr hors périmètres de protection des captages AEP et sur des aires spécifiques étanches.

La mise en place d'une mire limnimétrique au droit du bassin de rétention est impérative pour vérifier l'absence de fuite vers la profondeur.



Des essais de pression sur les canalisations où transiteront des fluides potentiellement polluants seront à effectuer tous les 10 ans.

Il conviendra d'être également particulièrement attentif à l'intégrité des divers systèmes de rétentions.

Le dépôt d'ordures ménagères, immondices, détritiques et produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.

C'est durant la période de travaux que la production de déchets sera la plus importante. Un tri sera réalisé par les entreprises présentes sur le chantier afin de traiter les déchets selon la législation en vigueur. Durant la phase d'exploitation du méthaniseur, les diverses opérations de maintenance réalisées pourront produire une faible quantité de déchets.

Ceux-ci seront expédiés vers des filières de traitement spécifiques puisqu'il s'agira la plupart du temps de déchets spéciaux.

V – Avis

En l'état des connaissances actuelles, j'émet un avis favorable au PC n° 052 384 18 S 0004 porté par la SAS VINGEANNE Transports & Logistique, sous réserve de l'observation des prescriptions et réglementations figurant dans mon avis.

Montier en Der,
le 06 Septembre 2018



P. FRADET
Hydrogéologue agréé en matière d'eau et
d'hygiène publique pour le
département de la Haute-Marne